

Elections européennes 2024

Les candidats à l'élection du Parlement européen du 9 juin 2024 répondent au questionnaire de l'UNAF



Liste Raphaël Glucksmann

<https://www.glucksmann2024.eu/programme>

Engagement n° 1 : les pesticides

Oui, nous nous opposons à la « pause réglementaire » européenne en matière environnementale, voulue par Emmanuel Macron avec le soutien des droites et extrême-droite européennes. Nous souhaitons réglementer là où c'est nécessaire, par exemple pour interdire le glyphosate et renforcer l'indépendance des agences de sécurité sanitaire. Nous étendrons les prérogatives de l'Agence européenne de l'environnement. Nous agirons également pour réduire ou interdire les pesticides et éliminer les produits chimiques dangereux. Enfin, nous interdirons les néonicotinoïdes tueurs d'abeilles.

Engagement n° 2 : le frelon asiatique

Notre action pour le climat est aussi une action pour préserver la biodiversité. Le réchauffement climatique actuel permet la remontée en altitude des frelons asiatiques, qui s'attaquent désormais aux ruches de basse et moyenne montagne. Agir pour le climat permet de ralentir et, à terme, de stopper ce phénomène, ainsi que les autres risques de développement d'espèces invasives.

Engagement n° 3 : le varroa

Oui, ce plan nécessitera par ailleurs une hausse du budget d'Horizon Europe, le principal programme de recherche de l'Union européenne, qui vient d'être amputé de 2,1 milliards d'euros lors du conseil européen du 1^{er} février 2024.

Engagement n° 4 : la PAC

La PAC que l'on connaît depuis 30 ans est à bout de souffle. Elle ne protège ni les agriculteurs ni les consommateurs contre la forte volatilité des prix, et elle n'est pas assez incitative pour encourager les premiers à prendre les risques du changement vers des pratiques plus durables.

Pour retrouver notre puissance agricole, écologique et juste, la PAC doit renouer avec sa fonction nourricière et planificatrice, pour devenir une PAAC (Politique agricole et alimentaire commune).

- Nous éliminerons les aides découplées à l'hectare pour aller vers des aides proportionnelles à l'emploi agricole et renforcer considérablement les aides à l'agro-écologie et à l'agriculture biologique, tant pour la transition que pour le maintien.
- Nous améliorerons l'organisation des filières bio pour les stabiliser, en faisant financer toutes les organisations de producteurs bio dans le cadre de la PAC.
- Nous garantirons à tous les Européens une alimentation de qualité et abordable, notamment en refusant les importations qui ne respectent pas nos standards de production.

Engagement n° 5 : les haies

Nous proposons un plan européen d'investissement pour le climat, avec des investissements de long terme de manière à permettre la structuration de nouvelles filières. Tous ces investissements, y compris ceux dans la restauration de la nature, devront prendre en compte les enjeux d'adaptation au changement climatique. Au-delà des politiques spécifiques (PAC, LIFE, Natura 2000), les enjeux de restauration de la nature, y compris la plantation de haies et d'arbres, seront intégrés dans nos autres politiques publiques, comme le plan de rénovation des écoles qui inclut une dimension de renaturation des cours de récréation.

Engagement n° 6 : les miels importés

Nous développons une approche globale de l'accès à l'alimentation. Elle doit permettre aux paysans français et européens de vivre dignement de leur travail, garantir un prix à la fois juste et abordable pour les citoyens et œuvrer à notre démarche de pleine santé construite notamment autour des enjeux de santé environnementale.

Ainsi, nous imposerons des mesures-miroirs comme éléments constitutifs d'un véritable protectionnisme écologique pour à la fois protéger nos producteurs (notamment de miel) et garantir à tous les Européens un accès à une alimentation saine et de qualité.

Engagement n° 7 : les miels d'assemblages

L'Union européenne dispose d'une importante capacité réglementaire, comme en témoigne la réglementation en faveur d'un étiquetage plus transparent pour les miels d'assemblages, que nous soutenons. Mais sa puissance publique est encore trop faible parce que son budget propre, qui lui permet de garantir le respect de ses normes et réglementations, est minime. Nous augmenterons massivement le budget européen en développant une capacité budgétaire propre via des emprunts communs et de véritables taxes européennes (sur les superprofits, sur les très hauts patrimoines, sur le kérosène, etc.), de manière à permettre à l'Union européenne de disposer d'une fonction publique plus dense, à même de faire respecter les choix souverains du Parlement.

Engagement n° 8 : le budget UE pour l'apiculture

Oui.